

***CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
CENTRE HOSPITALIER
de Sainte Gemmes sur Loire
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE CEDEX***

Tél. 02 41 80 79 84
Fax. 02 41 80 78 47

PROCEDURE ADAPTEE

<p><i>MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE U.A.O</i></p>
--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° 110029 du 28 décembre 2011

Date limite de réception des offres

30 janvier 2012 à 17 HEURES

SOMMAIRE DU C.C.A.P.

1. OBJET DU MARCHE

- 1.1. Objet du marché
- 1.2. Division en lots
- 1.3. Sous traitance
- 1.4. Contenu de la mission

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- 2.1. Pièces du marché
- 2.2. Pièces générales
- 2.3. Nantissement – cession de créance – pièces délivrées au titulaire

3. TVA

4. GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE DU MARCHE

5. PRIX

- 5.1. Forme du prix
- 5.2. Mode d'établissement de prix du marché
- 5.3. Choix de l'index de référence
- 5.4. Modalités d'actualisation du prix
- 5.5. Modalités de révision de prix
- 5.6. Modification de prix

6. MODALITES DE REGLEMENT

- 6.1. Décompte
- 6.2. Avance forfaitaire
- 6.3. Acomptes et solde

7. COUTS DES TRAVAUX

- 7.1 Dans le présent marché
- 7.2. A proposer par le maître d'œuvre avec le dossier APD
- 7.3. A l'issue de la consultation des entreprises
- 7.4. A l'achèvement des travaux

8. DELAI - PENALITES

- 8.1. Délais
- 8.2. Pénalités

9. MODALITES DE FOURNITURES DES DOCUMENTS

10. AUTRES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

- 10.1. Conduites des prestations dans un groupement
- 10.2. Saisie - arrêt
- 10.3. Assurances
- 10.4. Utilisation des résultats
- 10.5. Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

10.6. Secret professionnel et obligation de discrétion

11. RESILIATION DU MARCHE

11.1. Arrêt d'exécution des prestations

11.2. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

11.3. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

12. DEROGATION AU CCAG

1. OBJET DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier a pour objet un ensemble de prestations intellectuelles (études et contrôles) nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre pour la réalisation de :

***CONSTRUCTION D'UNE UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION
à Ste Gemmes sur Loire***

1.2. Titulaire du marché :

Le titulaire du marché, est désigné dans le présent marché sous le nom de "Maître d'œuvre".

1.3. Sous-traitance :

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.2 du CCAG.

1.4. Contenu de la mission :

Elle est décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont de l'ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (sous-traitant)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le programme de l'opération et les documents annexes.

2.2. Pièces générales

- Le cahier des Clauses Particulières Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (moi m0), avec option A pour le chapitre IV.

**L'abréviation CCAG (sans autre indication) utilisée dans le présent marché,
désigne le CCAG prestations intellectuelles**

- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 19936 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par les maîtres d'ouvrage publics à des prestations de droit privé,
- L'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par les maîtres d'ouvrage publics à des prestations de droit privé,
- Le cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux :
 - . annexe n° 1 : travaux de génie civil

. annexe n° 2 : travaux de bâtiment en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0).

2.3. Nantissement – Cession de créance – Pièces délivrées au titulaire

L'article 4.3 du CCAG est applicable.

3. TVA

Les taux de TVA applicables aux montants hors taxes découlant du marché (acomptes ou solde) seront ceux en vigueur au moment de l'exécution des prestations ainsi facturées.

4. GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Pour ce marché, il n'est prévu ni de retenue de garantie, ni de garantie à première demande, ni de caution personnelle et solidaire.

5. PRIX

5.1. Forme du prix

Le prix est révisable. L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché est l'euro.

5.2. Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 études) fixé dans l'acte d'engagement.

5.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi est l'index Ingénierie "I" base 100 en janvier 1973.

5.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet

5.5. Modalités de révision des prix

Le montant de chaque acompte déterminé comme défini à l'article 6.3 ci-après est révisé par application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$C = 0.125 + \frac{0.875 I_m}{10}$$

Dans laquelle :

Io : index Ingénierie du mois m0 Etudes (mois d'origine)

Im : index Ingénierie du mois m (mois de révision)

Le maître d'ouvrage peut procéder au règlement provisoire d'un décompte sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue au moment de l'établissement dudit décompte.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index sont publiés.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

5.6. Modifications du prix (sauf le cas prévu en 7.4 ci-après)

Une modification du prix ne peut intervenir que par avenant signé par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Toute modification de programme de l'opération (pouvant influencer sur le prix du présent marché) pendant les études ou les travaux, doit faire l'objet d'une décision du maître d'ouvrage.

Il ne peut y avoir de modification "tacite" du programme de l'opération par le maître d'ouvrage :

- Ni les observations ou les souhaits formulés par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique, les représentants de l'autorité de tutelle et de l'organisme utilisateur, lors de la réception des documents d'études, ou durant les travaux,
- Ni les "variantes", les "options" ou les travaux modificatifs proposés par le maître d'œuvre et acceptés par le maître d'ouvrage.

Ne peuvent être assimilés à des modifications de programme sans décision écrite préalable ou simultanée en ce sens.

En cas de doute, le maître d'œuvre est tenu de consulter, au préalable et par écrit le maître d'ouvrage, dans les conditions fixées à l'article 40 du CCAG.

6. MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Décomptes

Le maître d'œuvre établit un projet de décompte à chacun des stades définis ci-après et le fait parvenir au maître d'ouvrage.

6.2. Avance forfaitaire

Sans objet

6.3. Acomptes et solde

Le dernier alinéa de l'article 12.23 du CCAG ne s'appliquera pas.

6.3.1. Calcul des acomptes

Les acomptes sont calculés par référence aux valeurs figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

6.3.2. Réception

La "réception" est la décision du maître d'ouvrage prévue à l'article 33 du CCAG, étant rappelé (33.2) qu'il y a "réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché".

La réception ne fait pas obstacle à ce que le maître d'ouvrage stipule des directives, souhaits, observations à prendre en compte par le maître d'œuvre, dans les éléments suivants de sa mission.

Il peut y avoir "réception avec réserves" (documents à fournir pour compléter un dossier par exemple) ; la décision du maître d'ouvrage mentionne la valeur (inférieure à celle figurant à la DPGF) qui sert au paiement d'un premier acompte, en attente d'un second après "levées des réserves".

Dans tous autres cas, le maître d'ouvrage utilise les autres possibilités prévues à l'article 33 du CCAG :

- Ajournement,
- Réception avec réfaction (et dans ce cas, la valeur figurant à la DPGF est diminuée du montant de la réfaction),
- Rejet.

En l'absence de décision du maître d'ouvrage, le dernier paragraphe de l'article 33.1 du CCAG s'applique.

6.3.3. Droit de sol

Vu l'article 4 du CCTP, le maître d'œuvre tient compte de la décision en matière de réglementation du "droit des sols" au moment où elle est connue pour en intégrer les conséquences dans le dossier en cours d'élaboration et prétendre ainsi à sa réception par le maître d'ouvrage.

6.3.4. Règlement partiel

Ces prestations peuvent cependant faire l'objet de règlements partiels dans le cas suivant :

- En cas d'appel d'offres lancés en plusieurs fois.

6.3.5. L'avancement

L'avancement est calculé à partir des décomptes mensuels des entreprises. Le mois à prendre en compte est celui de la date de vérification par le maître d'œuvre du décompte mensuel de travaux. Pour la correcte application des révisions de prix, le maître d'œuvre est tenu, durant les travaux, de présenter chaque mois un décompte.

Pour calculer l'avancement des travaux, on fait le rapport (deux décimales) entre le montant cumulé des travaux (valeur marché) exécutés depuis le début et le montant total des travaux commandés depuis le début à la fin du mois considéré (marchés + travaux supplémentaires éventuels).

Pour calculer le pourcentage des visas, suivant le tableau imposé du suivi de la liste des documents d'exécution, on fait le pourcentage entre le nombre total de plans visés et celui défini lors de la période de préparation.

Le pourcentage de 10 % correspondant à la participation à la cellule de synthèse est versé à la fin de l'établissement de tous les documents de synthèse de chantier.

6.3.6. – Après exécution des opérations préalables à la réception et remise au maître d'ouvrage des dernières propositions du maître d'œuvre en vue de la réception ; possibilité de plusieurs acomptes mensuels, en cas de réceptions partielles.

6.3.7. – Après que le maître d'œuvre ai rempli toutes ses obligations d'assistance au maître d'ouvrage suivant le CCTP, article 8.3

6.3.8. Solde

A l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui, après signature par le maître d'ouvrage, est notifié au titulaire du marché pour acceptation.

7. COUT DES TRAVAUX

Ils sont toujours exprimés hors TVA et comprennent toutes les dépenses correspondant aux commandes que le maître d'œuvre proposera (dans le cadre de sa mission) au maître d'ouvrage pour une livraison des ouvrages conforme au programme de l'opération.

7.1. Dans le présent marché

Au stade du présent marché, le coût prévisionnel des travaux n° 1 dit "CPT1" retenu par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre est indiqué à l'acte d'engagement (en valeur mois m0 – Etudes).

7.2.

7.2.1. Au stade de l'APS

Le maître d'œuvre doit vérifier si le projet reste dans le cadre de l'estimation prévisionnelle.

7.2.2. Au stade de l'APS

A ce stade, le maître d'œuvre propose un coût prévisionnel n° 2 dit "CPT2" (différent ou égal à CPT1) qu'il s'engage à respecter avec une tolérance de :

$$X = 3 \% \\ (\text{en plus})$$

Sur la base des conditions économiques à cette date (mois m0 – APD)

NB : le but est d'établir un projet dont le coût CPT2 doit être inférieur ou égal à CPT1 sauf modifications de programmes demandées par le maître d'ouvrage entraînant des augmentations financières.

Ceci induit une limite haute de tolérance "L.H.T 1"

$$L.H.T1 = (CPT2) + (CPT2 \times X)$$

Dans sa décision sur le dossier APD, le maître d'ouvrage précise :

- S'il refuse ce CPT2

Dans ce dernier cas, la décision est obligatoirement une décision d'ajournement suivant le CCAG, article 3.3.3 et le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 (quinze) jours pour présenter au maître d'ouvrage une nouvelle proposition, y compris le dossier APD modifié en conséquence.

En cas de nouveau refus du maître d'ouvrage, la nouvelle décision peut entraîner la résolution du marché de maîtrise d'œuvre, suivant l'article 36 du CCAG, mais sans indemnité.

Par dérogation à cet article 36, le décompte de liquidation ne comprend donc "au crédit du titulaire" aucunes dépenses prévues au 2^{ème} 3^{ème} et 4^{ème} du b de l'article 36.2 du CCAG.

7.3. A l'issu de la consultation des entreprises

Au stade du choix des entreprises et après remise du rapport du maître d'œuvre (cf. CCTP, article 7.2.2) :

- Sur la base du montant de l'offre "mieux disante" (arrêtée par le maître d'ouvrage) en valeur : mois m0 – travaux ramené en valeur : mois m0 – APD à l'aide de l'index BT01 (dernier connu à cette date),
- En y ajoutant les éventuelles dépenses (en valeur : mois m0 – APD) prévues par le maître d'œuvre mais non traitées dans la consultation de l'entreprise.

Le maître d'ouvrage détermine le "coût réel des travaux n° 1" dit CRT1.

Si CRT1 est supérieur à LHT1 :

- Soit le maître d'ouvrage décide néanmoins de poursuivre l'opération et demande alors au maître d'œuvre de passer à la préparation des projets de marchés de travaux,
- Soit le maître d'ouvrage décide une reprise du DCE par le maître d'œuvre pour aboutir à une nouvelle consultation.

Le maître d'ouvrage fixe les conditions et les délais de ces reprises de DCE et de consultations qui ont lieu avec l'assistance du maître d'œuvre et sans rémunération supplémentaire.

S'il y a :

Soit non-respect par le maître d'œuvre de ces conditions et délais,

Soit nouveau résultat CRT1 n'aboutissant pas à une décision du maître d'ouvrage de poursuivre l'opération,

Soit, (à un moment quelconque), refus exprimé (écrit) du maître d'œuvre de respecter le coût CRT1 arrêté par le maître d'ouvrage :

- Avec une tolérance de : $Y + 3 \%$ (en plus)
- Induisant une limite haute de tolérance "LHT2"
$$LHT2 = (CRT1) + (CRT1 \times X)$$

Le marché de maîtrise d'œuvre est résilié dans les mêmes conditions que celles prévues au 7.2 ci-dessus.

7.4. A l'achèvement des travaux (livraison des ouvrages)

A ce stade, et après acceptation du décompte général du marché de travaux par le maître d'ouvrage :

- Sur la base du montant total des dépenses figurant au décompte général, en valeur :
mois m0 travaux.

Le maître d'ouvrage détermine le "coût réel des travaux n° 2" dit CRT2

Si CRT2 est supérieur à LHT2, la rémunération (HT) du maître d'œuvre est réduite de :

$$(CRT2 - LHT2) \times 10 \%$$

Cette réduction est cependant limitée à 15 % de (V et VI) calculé à l'aide des valeurs figurant à la décomposition du montant des honoraires.

La modification de CRT1 pendant l'exécution des travaux ne pouvant s'effectuer que sur proposition du maître d'œuvre dans les conditions prévues au CCTP (article 6.5), le maître d'ouvrage peut suivre l'évolution (éventuelle) de CRT1.

Dès l'instant où CRT1 ainsi modifié devient supérieur à LHT2, il peut notifier au maître d'œuvre le montant provisoire de la réduction de sa rémunération et appliquer "à titre conservatoire" cette réduction en la répartissant sur les valeurs V-1, V-2, V-3 et VI de la

décomposition du montant des honoraires utilisés pour le calcul des acomptes (cf. 6.3.1 ci-dessus).

8. **DELAIS – PENALITES**

8.1. **Délais**

L'acte d'engagement fixe les délais convenus entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour cette opération ainsi que leurs points de départ.

Les autres délais imposés dans tous les cas sont mentionnés au CCTP.

8.2. **Pénalités**

Retards 'éventuels) dans	Montant pénalités HT (par jour calendaires)	Références
Fourniture dossier esquisse	30 euros	Acte d'engagement Article 4
Fourniture dossier APS	30 euros	
Fourniture dossier APD	30 euros	
Fourniture dossier projet	30 euros	
Fourniture dossier DCE	30 euros	
Fourniture rapport sur offres	30 euros	
Fourniture projet de marchés de travaux	30 euros (appliqué marché par marché)	
Fourniture dossier DOE	15 euros	
Expédition compte rendu réunion de chantier	30 euros	CCTP Art. 7.3
Vérification décompte mensuel travaux	1/100 ^{ème} du mt HT de l'acompte avec pénalité minimum de 30 euros HT	CCTP Art. 7.8
Etablissement décompte général travaux	1/10 000 ^{ème} du mt HT du décompte général (cumul travaux) avec pénalité minimum de 30 euros HT	CCTP Art. 7.8
Réception opérations : fourniture PV préalable + proposition du maître d'œuvre	50 euros	CCTP Art. 8.1
Retard de livraison	15 euros par jour	CCTP Art. 7.7

9. **MODALITES DE FOURNITURES DES DOCUMENTS**

9.1. – Par dérogation à l'article 32, 2^{ème} alinéa du CCAG, le maître d'œuvre est dispensé" d'aviser par écrit le maître d'ouvrage à la date à laquelle les documents lui sont présentés.

9.2. – Les documents dus par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission sont remis en une seule fois, à chaque échéance définie à l'acte d'engagement, au maître d'ouvrage dans les conditions suivantes :

- **Dossier Esquisse**

Sept (7) dossiers comprenant l'ensemble des pièces écrites et des plans (pliés au format A4) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents,

- **Dossier APS**

Sept (7) dossiers comprenant l'ensemble des pièces écrites et des plans (pliés au format A4) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents.

- **Dossier APD**

Sept (7) dossiers comprenant l'ensemble des pièces écrites et des plans (pliés au format A4) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents.

- **Dossier projet**

Sept (7) dossiers comprenant l'ensemble des pièces écrites et des plans (pliés au format A4) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents.

- **Dossier DCE**

Sept (7) dossiers comprenant l'ensemble des pièces écrites et des plans (pliés au format A4) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents.

Un exemplaire reproductible (non relié, non agrafé) des pièces écrites.

Deux (2) dossiers sur support informatique de type cédérom comprenant l'ensemble des pièces graphiques et annexes conformément au descriptif intitulé "marché de maîtrise d'œuvre – fourniture des documents informatisés" annexé au CCTP.

- **Rapport analyse des offres**

Trois (3) exemplaires du rapport signé par le maître d'œuvre.

- **Projet de marchés de travaux**

Pour chaque marché, un (1) dossier comprenant l'ensemble des pièces écrites originales (signées par l'entreprise) et des plans originaux (signés par l'entreprise) sous chemises cartonnées à sangles avec identification du projet en couverture + liste des documents.

- **Dossier DOE**

Trois (3) dossiers constitués suivant article 7.2 du CCTP.

9.3. – Toute fourniture supplémentaire commandée au maître d'œuvre ne peut l'être que par le maître d'ouvrage et serait facturée suivant le prix convenu au préalable et figurant dans la commande.

La fourniture des dossiers de consultation aux entreprises candidates (et admises au préalable en cas d'appel d'offres restreint) est exclue du présent marché.

Les dossiers de consultation sont fournis aux entreprises candidates par le maître d'ouvrage (ou le prestataire extérieur qu'il aura choisi). Le maître d'œuvre a préalablement remis au maître d'ouvrage tous les calques (ou fichier informatique compatible AUTOCAD) permettant d'assurer les tirages des plans et les originaux de pièces écrites ; l'ensemble conforme au DCE approuvé par le maître d'ouvrage.

10. AUTRES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

10.1. Saisie - Arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel est pratiqué une saisie arrêt du chef d'un des cotraitants retient sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle saisie-arrêt a été faite.

10.2. Assurances

Le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes éventuelles) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil.

L'attestation de l'assureur du maître d'œuvre justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération, doit être jointe au présent marché ; à défaut, elle doit être fournie dans un délai de dix (10) jours après sa demande écrite du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Le maître d'œuvre doit fournir une attestation semblable à l'appui du projet de décompte général.

Dans tous les cas, si l'attestation n'apporte pas les renseignements suffisants, le maître d'ouvrage peut exiger une copie certifiée conforme du contrat d'assurance complet.

10.3. Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits rectificatifs du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option A, telle que définie au chapitre IV du CCAG (art. 19 à 31).

Sous réserve des dispositions relatives à la propriété artistique et du Code des devoirs professionnels des architectes.

10.4. Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

Application de l'article 39.2 du CCAG.

10.5. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le maître d'œuvre se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, information, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de document à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le maître d'œuvre s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des études.

11. RESILIATION DU MARCHE

Outre les cas prévus à l'article 7 du présent CCAP, il sera fait, le cas échéant, application des articles 18 et 35 à 40 inclus du CCAG avec les précisions suivantes :

11.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au 4^e de l'article 36.2 du CCAG est fixé à 10 %.

11.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et déjà acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 39.1 du CCAG), les prestations sont réglées sans abattement.

12. DEROGATION AU CCAG

Articles du CCAG Auxquels il est dérogé	Articles du CCAP Par lesquels sont introduits ces dérogations
33.1	6.3.2
12.23	6.3
36	7.2
36	7.3